

L'Annuaire statistique du Québec, 1961, par le BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. Un vol., 6¾ po. x 9¾, relié, 706 pages — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE, Québec, 1962

Denis Germain

Volume 38, numéro 1, avril-juin 1962

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002555ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002555ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Germain, D. (1962). Compte rendu de [*L'Annuaire statistique du Québec, 1961*, par le BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. Un vol., 6¾ po. x 9¾, relié, 706 pages — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE, Québec, 1962]. *L'Actualité économique*, 38(1), 125–126. <https://doi.org/10.7202/1002555ar>

New Frontiers of the Kennedy Administration, par la PUBLIC AFFAIRS PRESS. Un vol., 6½ po. × 9½, relié, 170 pages. — PUBLIC AFFAIRS PRESS, 419 New Jersey Avenue, S.E., Washington 3, D.C., 1961. (\$3.75).

Ce livre, écrit par des conseillers du gouvernement américain et approuvé dans sa totalité par le Président Kennedy, vise à donner au public un aperçu des objectifs de l'administration actuelle.

Sur le plan économique, on envisage une action plus directe sur l'évolution des prix et des salaires, et on prévoit une intervention gouvernementale accrue destinée à exercer le contrôle des fluctuations du marché et de la productivité. Une action spéciale sera entreprise en vue de sortir du marasme économique certaines régions particulièrement désavantagées et à activer la croissance des industries qui n'accusent pas de progrès satisfaisants.

Dans le domaine de la sécurité sociale, ainsi que dans celui de la recherche scientifique, on prévoit une centralisation administrative poussée et la refonte de plusieurs services. Le gouvernement semble également décidé à accroître les crédits et les subventions qu'il verse actuellement à diverses institutions d'utilité publique.

En ce qui concerne la politique extérieure, les auteurs de l'ouvrage insistent beaucoup sur les programmes de formation des équipes susceptibles d'aller travailler dans les pays sous-développés. Le personnel sera composé de petits groupes d'hommes et de femmes, judicieusement choisis et possédant un bagage de connaissances leur permettant de s'adapter aux conditions de ces pays et de mieux comprendre la mentalité de leur population.

L'ouvrage se termine par un appel au civisme, facteur indispensable pour la réalisation des objectifs nationaux. Le Président Kennedy a en effet l'intention d'appliquer un dirigisme plus poussé afin de tirer meilleur parti des ressources nationales et de mieux les répartir. On prévoit que cette politique demandera certains sacrifices à la population, mais on reste très optimiste pour tout ce qui concerne ses résultats, puisque le livre ne contient aucune critique des réformes en cours ni de celles qui sont en voie d'élaboration.

Alice Poznanska

L'Annuaire statistique du Québec, 1961, par le BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. Un vol., 6¾ po. × 9¾, relié, 706 pages. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE, Québec, 1962.

Dans la présente édition de l'Annuaire, on a effectué plusieurs transformations par rapport aux éditions antérieures. Au point de vue de la présentation, on a fait peau neuve: une couverture grise remplace la traditionnelle couverture rouge. À l'intérieur, les tableaux statistiques ont été disposés autrement, ce qui facilite la consultation du volume. Au bas de chacun des tableaux, on a indiqué l'origine des données statistiques.

On y a aussi inclus des textes portant sur certains aspects de la Province, de même que plusieurs cartes et dépliants photographiques. On trouvera d'ailleurs, en préface, plus de détails sur les divers changements et additions apportés. Disons que dans sa forme actuelle, l'Annuaire constitue une source importante de renseignements de toutes sortes sur la province de Québec.

Denis Germain

La Banque Mondiale en Afrique. Une brochure, 7 po. × 9¾, 68 pages. — BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT, Washington, D.C., juillet 1961.

Ce rapport est un résumé de l'activité de la Banque Mondiale en Afrique. Il nous apprend que la Banque a accordé, pour le développement économique de l'Afrique, 36 prêts formant le montant total de 56 millions de dollars.

Le fait que l'Afrique avait un besoin urgent d'améliorer et d'étendre ses moyens de transports a influencé l'orientation des prêts de la Banque. Alors que dans les autres pays du monde, les montants prêtés sont affectés en parts à peu près égales aux développements de la production d'énergie et au transport, le rapport s'établit en Afrique à deux dollars pour l'énergie contre au moins cinq dollars pour les transports. À eux seuls, ces deux secteurs (474 millions de dollars pour les transports et 186 millions pour l'énergie) ont absorbé plus des trois quarts des montants prêtés par la Banque en Afrique.

L'aménagement des réseaux ferroviaires a absorbé la majeure partie des prêts affectés aux transports. Le reste a contribué à financer l'aménagement et l'installation de ports, l'amélioration des transports fluviaux, le creusement et l'élargissement du Canal de Suez, la construction et l'amélioration de routes et, enfin, la construction d'un oléoduc qui achemine vers la côte méditerranéenne le pétrole extrait des nouveaux gisements découverts à Hassi-Messaoud, au Sahara.

Dans le secteur de l'énergie, les prêts ont contribué à la construction de centrales hydro-électriques, à l'accroissement des capacités de production de centrales déjà établies, à la construction de lignes de transport d'énergie et de nouveaux réseaux de distribution.

Les prêts consentis à titre d'aide directe à l'agriculture africaine ont été octroyés pour la mise en oeuvre de programmes d'irrigation ou ont été affectés à des projets qui permettent d'installer des cultivateurs indigènes sur des exploitations permanentes et de leur enseigner les techniques modernes de production.

Les deux plus importants prêts industriels étaient destinés à des projets miniers qui doivent transformer les perspectives économiques des anciennes colonies françaises du Gabon et de la Mauritanie. Deux prêts modestes à l'Éthiopie doivent, l'un, fournir les capitaux à long terme permettant la mise en oeuvre de divers projets industriels et agricoles et, l'autre, faciliter la rénovation et le développement du réseau de télécommunications nationales et internationales du pays.

En plus des prêts, la Banque a fourni des conseils et une assistance technique à un certain nombre de pays et territoires africains pour les aider à résoudre leurs problèmes de développement économique; elle a envoyé des missions qui ont